



SOCIAL-ECO

COVID

Quand Omicron grippe les conditions de travail

Noyés par la progression du variant du Covid parmi leurs employés et par le nombre croissant d'arrêts de travail, de nombreux secteurs sont contraints d'adapter leur activité. Parfois au détriment des travailleurs.

Dans la salle blanche de STMicroelectronics à Crolles, en Isère, les salariés ne comptent plus leurs heures. Au pied des Alpes, les employés produisent pour la majorité d'entre eux des plaquettes de 300 millimètres contenant des puces électroniques. Mais depuis le mois de décembre 2021, les agents œuvrant dans cet espace confiné de production voient les cas de Covid augmenter à vue d'œil dans leurs équipes. Selon la CGT du site, le nombre de cas aurait bondi de 671 % parmi les travailleurs entre la semaine du 13 décembre et la première semaine de janvier 2022. Une augmentation impressionnante et bien supérieure à celle du territoire sur lequel le site est implanté. « En juin dernier, la direction a supprimé plusieurs mesures de protection collective comme l'entrée en deux temps des équipes en salle blanche pour qu'il y ait moins de brassage dans les vestiaires. Nous demandons que ce point soit rétabli, mais nous n'avons pas eu de retour », se désole David Majewski, élu CGT au CSE de l'usine.

Des arrêts maladie trois à quatre fois plus nombreux

Avec de nouveaux records de contamination au Covid chaque jour, de nombreuses entreprises et salariés doivent composer avec des difficultés croissantes d'effectifs, le variant Omicron ayant démultiplié le nombre de travailleurs placés en arrêt maladie, devenus cas contacts ou contraints de garder leurs enfants. Une pagaille qui n'est pas étrangère au bouleversement de nombreux services et productions. Dans l'agglomération nantaise, la société exploitante du réseau de transport public, la TAN, s'est résolue à réduire la fréquence de passage de certains bus, faute de chauffeurs. La SNCF, elle aussi, a annoncé il y a quelques jours réduire la circulation des TGV de 10 % et celle des Intercités de 20 %. Sur le site de STMicroelectronics de Crolles, la chute de la production serait minime : 4 % sur les cinq derniers jours, selon la CGT. « Mais on voit quand même l'impact du fort taux des absences. La direction essaie de faire venir des gens d'autres équipes, les gens qui sont encore là ont une charge de travail plus importante, on

fait des heures supplémentaires », note le représentant du personnel.

Le secteur des aides à domicile, lui aussi, souffre des arrêts de travail contraints. Selon certaines associations employeuses, les arrêts maladie seraient trois à quatre fois plus nombreux qu'en temps normal. Une situation de tension renforcée par la fuite de personnel survenue à l'issue du premier confinement. « Il y a 30 % d'effectifs en moins qu'avant le Covid. Après le premier confinement, où les salariées ont dû travailler dans de mauvaises conditions et sans matériel pour se protéger, il y a eu une hémorragie de démissions », relève Laetitia Mauré, négociatrice CGT dans la branche aide à domicile. Là aussi, la forte augmentation des absences oblige les aides à domicile qui poursuivent le travail à redoubler d'efforts pour prendre soin des patients.

Beaucoup d'entreprises font appel aux sociétés d'intérim

Certaines doivent même se charger de tâches pour lesquelles elles ne sont pas for-

mées. Et les conséquences pour les patients sont palpables. « Faute de personnel, ne sont maintenues que les interventions pour les gestes essentiels de la vie, comme les repas, mais sont supprimées les interventions pour les “actes de confort”. Pour une personne âgée qui vit alitée, l’entretien de son cadre de vie, le ménage, la vaisselle, ce n’est pas une question de confort, c’est indispensable à sa santé », continue l’aide à domicile.

Pour contrer la chute de leurs effectifs infectés par le Covid, de nombreuses entreprises décident de recourir aux sociétés d’intérim. Mais, emportées par le flot de demandes et elles-mêmes exposées aux contaminations en chaîne, elles peinent à suivre le rythme. Dans l’usine STMicroelectronics de Crolles, la solution n’a pas encore été mise sur la table par la direction. À la place, ce sont les cadres et ingénieurs qui enfilent les combinaisons

d’ordinaire réservées aux opérateurs et mettent la main à la pâte en cas d’urgence. « Notre but est de continuer notre activité, mais il est primordial que l’entreprise mette tout en œuvre pour assurer la santé des salariés », indique David Majewski.

Marie Toulgoat ■

par Marie Toulgoat , Marie Toulgoat ,

